



EXPERIMENTATION D'UNE TRAME VERTE LE LONG DES CHEMINS RURAUX

2022-2023

Présentation

Le plan régional Agriculture et Biodiversité (PAB) vise à appuyer une prise de conscience et des actions souvent initiées par une partie de la profession agricole mais nécessitant d'être plus largement déployées.

Ainsi, la restauration de la biodiversité aux abords des chemins ruraux, apparaissant comme une déclinaison du Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), constitue un axe à part entière du PAB et est déclinée en deux objectifs opérationnels :

- Restaurer la biodiversité sur les chemins ruraux existants afin de conserver, conforter et de valoriser la trame écologique qu'ils constituent, conformément à la volonté du SRADDET.
- Développer une approche territoriale intercommunale
 - ⇒ Intégrer le dispositif Nature en Chemins et les aides à la plantation (dispositif ARBR) dans les actions du plan,
 - ⇒ Renforcer l'association des acteurs en amont des projets en menant une dynamique concertée et collective

Dans ce cadre, la Région s'attache à accompagner un programme expérimental d'étude de trame verte le long des chemins ruraux, conformément à ses cadres stratégiques. Cette expérimentation s'appuie sur les chemins ruraux à l'échelle intercommunale et est destinée aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), dont ceux porteurs de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et aux syndicats mixtes gestionnaires de Parcs Naturels Régionaux (PNR).

Ces dernières devront identifier un prestataire compétent et capable de réaliser l'étude de trame verte. Il pourra s'agir de bureaux d'études ou de structures analogues.

Par ailleurs, les collectivités devront se référer au cahier des charges technique, annexé au règlement.

Le cahier des charges vise à appuyer les EPCI, dont ceux porteurs de SCoT, et les syndicats mixtes gestionnaires de PNR et à les accompagner dans leur démarche de préservation ou de remise en bon état écologique des chemins ruraux.

Organisée en trois étapes de travail successives, la démarche vise dans l'ordre :

1. À réaliser un diagnostic partagé autour des chemins ruraux visant à identifier les trames vertes fonctionnelles et/ou à restaurer le long de ces chemins.
2. À définir / rappeler / préciser la stratégie territoriale de trame verte et à proposer une traduction dans les documents d'urbanisme locaux.
3. À construire un plan d'action opérationnel en faveur de la biodiversité aux abords des chemins ruraux.

Pour ce faire, un Appel à Projets permettra de lancer l'expérimentation de plusieurs études.

La Région financera les collectivités territoriales à hauteur de 80% maximum des dépenses éligibles HT. Cinq dossiers maximum seront retenus.

Pour mettre en œuvre les actions de reconquête de la biodiversité préconisées dans les études, les collectivités pourront ensuite s'appuyer sur les dispositifs régionaux existants, en particulier le dispositif « Nature En Chemins » (NACH), ou le dispositif plantation sur propriété publique (ARBR), concourant ainsi aux objectifs du plan arbres.

Le dispositif « Nature en Chemins » vise à soutenir les communes, leurs groupements de communes et les associations qui souhaitent œuvrer à la restauration de la biodiversité le long des chemins (opérations de bornage, plantation, ensemencement, création ou de restauration de mares, accompagnées le cas échéant d'installations de nichoirs et d'hôtels à insectes).

Le dispositif permanent « Plantation sur propriété publique » vise à encourager les territoires, les acteurs des territoires et les habitants à la plantation d'arbres et d'arbustes.



APPEL A PROJET

**« EXPERIMENTATION D'UNE TRAME VERTE
LE LONG DES CHEMINS RURAUX »**

2022-2023

Règlement

Le plan régional « Agriculture et Biodiversité » vise à appuyer une prise de conscience et des actions souvent initiées par une partie de la profession agricole mais nécessitant d'être plus largement déployées. Ainsi, la « restauration de la biodiversité aux abords des chemins ruraux » constitue un axe à part entière de ce plan et vise l'expérimentation du déploiement d'une trame verte.

Cette expérimentation s'appuie sur les chemins ruraux à l'échelle intercommunale et est destinée aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), aux structures porteuses de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et aux Parcs Naturels Régionaux (PNR).

La Région financera les lauréats retenus à hauteur de 80% maximum des dépenses éligibles HT.

Cinq dossiers seront retenus au maximum.

1 - SÉLECTION DE LA (DES) CANDIDATURE(S) [COLLECTIVITÉS]

La Région sélectionnera les candidatures déposées selon les modalités présentées ci-dessous. Une grille de notation permettra de déterminer le choix des candidats retenus.

1.1 - Critères de recevabilité

- ▶ Seront retenues uniquement les EPCI, dont ceux porteurs de SCoT, et les syndicats mixtes gestionnaires de Parcs Naturels Régionaux.
- ▶ Les projets devront respecter les objectifs visés dans le cahier des charges figurant ci-dessous.
- ▶ Les dossiers devront respecter le cadre du formulaire dédié. Les candidatures ne respectant pas ce cadre, ne seront pas instruites.

1.2 - Critères de sélection

- ▶ Motivation à travailler en partenariat avec le monde agricole et les associations environnementales
- ▶ Qualité de la gouvernance et adéquation de l'organisation proposée,
- ▶ Adéquation du projet d'étude avec les objectifs de l'expérimentation,
- ▶ Engagement à mettre en œuvre les préconisations issues de l'étude.

- ▶ Cohérence du calendrier,
- ▶ Coût prévisionnel affiché par le porteur,
- ▶ Qualité de la communication proposée.

Par ailleurs, la Région s'attachera à retenir des projets représentatifs de la diversité des territoires en Hauts-de-France (dans l'idéal une étude par département).

1.3 – Composition du dossier de candidature

- ✓ Note de présentation de l'intercommunalité, de ses caractéristiques territoriales, de l'état d'avancement de ses démarches en faveur de la mise en place d'une trame verte locale et/ou d'actions en faveur des chemins ruraux,
- ✓ Objectifs et cahier des charges de l'étude à mener,
- ✓ Modalités de suivi de l'étude,
- ✓ Organisation de la concertation,
- ✓ Délibération (qui peut être transmise dans un second temps et au plus tard le 30 septembre 2022),
- ✓ Plan de financement.

1.4 Dépôt du dossier de candidature

Les dossiers peuvent être transmis

- en version papier à l'adresse suivante :

Monsieur le Président du Conseil régional – à l'attention de la direction de la biodiversité – 151 avenue du Président Hoover – 59555 LILLE Cedex

- par mail à l'adresse suivante :

biodiversite@hautsdefrance.fr

2 - MODALITÉS DE FINANCEMENT DE ou DES (L') ÉTUDES SÉLECTIONNÉ(ES)

La Région accompagnera les collectivités lauréates à hauteur de 80% maximum des dépenses éligibles HT, dans la limite de cinq collectivités pour cette expérimentation. L'attribution des aides financières fera l'objet d'une délibération.

Prise en charge des dépenses :

Pourront être subventionnées les dépenses afférentes :

- ▶ Aux prestations d'études des bureaux d'études ou structures analogues visant la bonne conduite des travaux ciblés dans le cahier des charges,
- ▶ Aux prestations de services liées à la communication de l'opération.
- ▶ Le montant maximum des dépenses éligibles est fixé à 200 000€ HT.
- ▶ Taux maximum d'aide : 80 %.

Sont exclues les dépenses relatives :

- À toute dépense sans lien explicite avec l'objet de l'étude.

Il est recommandé de ne pas engager de frais antérieurement au dépôt de la demande d'aide car la recevabilité du dossier ne présage en aucun cas de l'attribution d'une aide par la Région Hauts-de-France.

3 - CALENDRIER DE MISE EN OEUVRE DE L'EXPERIMENTATION

Le calendrier de mise en œuvre est le suivant :

- ▶ **Lancement de l'Appel à Projet :** à partir du 19 mai 2022
- ▶ **Date limite de réception des candidatures des collectivités, intégrant une demande de subvention :** au plus tard le 24 août 2022.
La délibération décidant d'engager l'étude et sollicitant l'aide la Région devra être transmise au plus tard le 30 septembre 2022.
Il est rappelé la nécessité pour la collectivité candidate de ne pas engager de consultation avant échanges avec les services de la Région.
- ▶ **Date limite de sélection des candidatures par la Région :** 7 Septembre 2022
- ▶ **Phase d'échanges avec les candidats sélectionnés pour finalisation des dossiers :** 7 septembre au 30 septembre 2022
- ▶ **Décision d'attribution des subventions pour la réalisation des études :** 17 novembre 2022
- ▶ **Déroulement des études trame verte :** de fin 2022 à fin 2023
- ▶ **Présentation des résultats:** novembre-décembre 2023

4 - CONTACTS ET RENSEIGNEMENTS

Pour tout renseignement :

REGION HAUTS DE FRANCE

Direction de la Biodiversité -Service Stratégies Biodiversité

Pierre D'HALLUIN – responsable projet – Pierre.D'HALLUIN@hautsdefrance.fr

Olivier PELOT – apprenti ingénieur – Olivier.PELOT@hautsdefrance.fr

Formulaire de candidature
« Expérimentation d'une trame verte le long des chemins à l'échelle intercommunale »

/!\ TOUTES LES RUBRIQUES SONT A RENSEIGNER

Informations concernant la collectivité

Identité de la collectivité :

Nom :

Sigle :

Adresse principale :

Téléphone :

N° SIRET :

Code APE :

N° NAF :

Identité du référent du dossier :

Nom et Prénom du référent :

Fonction du référent :

Téléphone :

Mail :

Présentation de la collectivité, caractéristiques territoriales, état d'avancement des démarches trame verte et en faveur des chemins :

.....

.....

.....

.....

.....

Compétences de la collectivité mobilisées pour la mise en place et le suivi de l'étude :

.....

.....

.....

.....

Informations concernant l'étude envisagée

1 - Présentation de la démarche (joindre le projet de cahier des charges de l'étude)

1.1 - Démarche envisagée

.....

.....

.....

.....

.....

1.2 - Résultats attendus

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

1.3 Le type de gouvernance/pilotage proposés

.....

.....

.....

.....

.....

1.4 Les différentes étapes de réalisation et le calendrier associé

.....

.....

.....

.....

.....

1.5- Les actions de communication envisagées tout au long de l'étude

.....

.....

.....

.....

.....

1.6- Le Coût prévisionnel de l'étude et plan de financement

.....

.....

.....

.....

1.7 - Compléments d'informations

.....

.....

.....

.....

.....

3 - Liste des pièces à fournir par la collectivité (voir détails dans le cahier des charges)

Pièces à fournir
Formulaire de candidature complété, daté et signé
Cahier des charges de l'étude
④ Délibération de la collectivité
⑥ Engagement de la collectivité à solliciter une aide financière de la Région Hauts-de-France dans le cas d'une sélection et à porter les actions auprès des prestataires identifiés

Date :

Signature du ou de la Président(e) et cachet de la collectivité :

/!\ **Mentions légales** : Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatisé destiné à la gestion de l'appel à projet « Expérimentation d'une trame verte le long des chemins à l'échelle intercommunale ». Les destinataires des données sont les agents de la Direction de la Biodiversité de la Région. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous pouvez bénéficier d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir des informations vous concernant, veuillez-vous adresser au service Projets stratégies biodiversité de la DBIO :

REGION HAUTS-DE-FRANCE
Direction de la Biodiversité
A l'attention du Service Projets Stratégies
151 avenue du Président Hoover
59555 LILLE CEDEX
[✉ biodiversite@hautsdefrance.fr](mailto:biodiversite@hautsdefrance.fr)



ETUDE TRAME VERTE LE LONG DES CHEMINS RURAUX

2022-2023

Cahier des charges technique

Voté au cours de l'année 2020, le plan régional « Agriculture et Biodiversité » vise à appuyer une prise de conscience et des actions souvent initiées par une partie de la profession agricole mais nécessitant d'être plus largement déployées. Ainsi, la « restauration de la biodiversité aux abords des chemins ruraux » constitue un axe à part entière dont le présent cahier des charges établit une des déclinaisons.

Celui-ci vise à accompagner les acteurs territoriaux (EPCI, structures porteuses de SCoT, Parc Naturel Régional (PNR)) d'un point de vue technique, scientifique et organisationnel dans l'identification, la préservation ou la remise en bon état écologique des chemins ruraux à l'échelle intercommunale.

II. [Contexte de l'appel à projet](#)

La présente démarche entreprise par le plan régional Agriculture et Biodiversité vise à restaurer la biodiversité aux abords des chemins ruraux existants afin de conserver et de valoriser la trame écologique qu'ils constituent, conformément aux priorités du SRADDET. Ce dispositif permet également de conforter l'appel à projet « Nature en Chemins » de la Région qui permet le financement d'actions opérationnelles de reconquête écologique de chemins ruraux.

Les chemins ruraux ont de nombreuses vocations qu'il convient d'identifier : **la mise en place d'une démarche d'étude concertée menée à l'échelle intercommunale permettra de planifier en conséquence la préservation et la reconquête biodiversitaire ou le confortement des abords de certains chemins prioritaires pour la mise en place d'une trame verte locale**. Localement, cette approche aboutira à leur prise en compte à terme dans le cadre des PLU et des SCoT.

III. [L'appel à projet « Expérimentation d'une trame verte le long des chemins ruraux » : Quels sont les objectifs ?](#)

L'appel à projet vise à accompagner l'émergence et le développement de stratégies de territoires en matière de biodiversité et de patrimoine naturel à travers des projets de valorisation et/ou de restauration des chemins ruraux. La déclinaison d'une trame verte s'appuyant sur les chemins ruraux vise à :

- ⇒ **Soutenir les EPCI, dont ceux porteurs de SCoT, et les syndicats mixtes gestionnaires de PNR volontaires pour développer, enrichir ou préciser des plans d'actions locaux ambitieux en faveur d'une trame verte s'appuyant sur les chemins ruraux,** répondant aux objectifs du SRADDET et avec un caractère opérationnel.
- ⇒ **Accompagner les structures porteuses de SCoT dans une démarche de définition, de déclinaison voir de précision d'une trame verte s'appuyant sur les chemins ruraux.**

IV. [Modalités d'accompagnement de la Région](#)

La Région propose un cadre type de contenus et de conduite de l'étude. Les intercommunalités candidates s'engagent à se porter maîtres d'ouvrages de l'étude à conduire et à mettre en place et piloter la concertation locale conformément à ce cadre.

La collectivité pourra dans son dossier de candidature proposer des amendements, compléments à ce cadre selon ses propres objectifs et spécificités, sans en dénaturer l'objectif et la méthode cependant.

La Région financera l'étude à hauteur de 80% de son coût HT sous forme de subvention aux intercommunalités retenues.

V. [Cadre de l'étude à mener](#)

1) [Diagnostic partagé du territoire : identification collective des trames vertes fonctionnelles / à restaurer](#)

➤ **Préalables :**

Identifier, à l'aide d'acteurs partenaires compétents, les données et éléments de connaissances existants en matière de continuités écologiques (bibliographie, travaux naturalistes, etc...) ; valoriser les travaux de Trame Verte et Bleue réalisés sur le territoire ou sur les territoires voisins et identifier les conditions de leur déclinaison ; ces données devront être mobilisables en interne à la collectivité et chez les partenaires externes, et devront être d'une qualité suffisante pour être exploitables (homogénéité, échelle suffisamment précise, actualisation, etc...).

➤ **Approches possibles :**

1. Par la détermination des réservoirs de biodiversité

Définition/Rappel/Précision de la trame verte via une approche par la détermination des réservoirs de biodiversité. L'intérêt de cette approche est d'identifier et de renforcer le rôle des chemins à forts enjeux, notamment ceux assurant la fonction de corridors écologiques entre les espaces naturels (*voir visionneuse HDF : cartographie au 100 000ème des réservoirs de biodiversité*).

2. Par la préservation de la nature ordinaire

Intégration de la nature ordinaire dans une approche de reconquête de la biodiversité des abords des chemins ruraux. L'intérêt de cette approche est d'identifier l'ensemble des éléments constitutifs de la nature ordinaire aux abords des chemins afin d'assurer la protection/restauration de la biodiversité (talus, alignements d'arbres, haies, etc...).

Missions du prestataire de la collectivité :

- Identifier et collecter les données locales relatives aux continuités écologiques et aux réservoirs de biodiversité via les bases de données existantes (ex : Digitale du CBNBI, SIRF du GON, Clic'Nat' de Picardie Nature, RAIN en NPDC) ;
- Identifier les connexions écologiques possibles avec les territoires voisins ;
- Réaliser l'état des lieux des acteurs, analyser les projets déjà en cours ou en construction ; recenser les démarches présentant des intérêts convergents (ex : appel à projet régional « Nature en chemins », AMI « Plantons des haies » pour parcellaire agricole, programme d'actions des PDIPR, etc...) ;
- Identifier et caractériser les risques et menaces pour l'environnement : caractériser la fonctionnalité des continuités et identifier les obstacles (possibilité de s'appuyer sur bases de données sur mortalité animales ou autre) ; Hiérarchiser les enjeux de biodiversité ;
- Identifier les enjeux de biodiversité: gestion intégrée et différenciée, fonctionnalité des réseaux de milieux naturels, préservation des identités paysagères et écologiques ;

2) Définition / Rappel / Précision de la stratégie territoriale de trame verte et traduction dans un document d'urbanisme

Il appartient à la collectivité/au porteur de projet de définir la trame verte de son territoire ou de la rappeler/préciser afin d'engager des stratégies d'actions sur les chemins ruraux.

La stratégie d'intervention devra définir clairement les objectifs poursuivis en termes de conservation de la biodiversité, qualité paysagère, aménités, etc... Celle-ci devra préciser les orientations en termes de gestion et/ou création d'espaces, et la stratégie foncière associée. Le plan d'actions déclinant ensuite la stratégie poura préciser pour chaque espace ou catégorie d'espace concerné les modalités d'action, le calendrier, les acteurs à mobiliser, les partenaires financiers, etc...

Des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) pourront également figurer dans les projets en vue d'être intégrées à terme dans les documents d'urbanisme entrant en révision (notamment PLUi) (voir Annexe). Celles-ci pourront être précisées par le porteur de projet en fonction des spécificités du territoire. Ces OAP ont principalement une portée de recommandation et d'information portant sur les modalités de conduite et de gestion des aménagements.

Missions du prestataire de la collectivité :

- Appui à la traduction de la trame verte dans les différentes pièces du document d'urbanisme sous formes de recommandations ;
- Assurer la traçabilité des choix ayant conduit à l'identification et à la déclinaison de la trame verte à partir d'enjeux locaux de continuités écologiques ;
- Démontrer comment le document d'urbanisme répond aux enjeux de biodiversité préalablement identifiés et accompagner sa mise en œuvre ultérieure ;
- Si possible, intégrer des OAP thématiques sur les modalités de plantation et de préservation des éléments de paysage, adaptables en fonction des enjeux et spécificités rencontrés sur le territoire (voir Annexe) ;

3) Construction du plan d'actions opérationnel en faveur de la biodiversité sur les chemins ruraux du territoire

Afin de s'impliquer dans une démarche de valorisation/de restauration du réseau de chemins ruraux de son territoire, et sur la base des données collectées relatives aux continuités écologiques et aux réservoirs de biodiversité, le prestataire établira un programme d'actions décomposé en enjeux, objectifs puis en actions en faveur de la biodiversité sur les chemins ruraux.

Le programme d'actions devra être spatialisé, planifié (court, moyen et long terme) et chiffré. Il sera également réaliste et tiendra compte des difficultés quant à sa mise en œuvre et sa réussite.

Des fiches « actions » pourront être produites sur la base d'une trame préalablement identifiée et validée par les comités techniques et de pilotage. Ces fiches pourront comporter :

PARTIE 1

- L'intitulé de l'action
- La localisation de l'action
- Le maître d'ouvrage pressenti
- Une estimation du coût
- La planification de l'action (court, moyen ou long terme) selon son niveau de faisabilité ou de priorité
- Les parties prenantes (collectivités, structures porteuses de SCoT, etc...).

PARTIE 2

- Description technique de l'action et des contraintes propres au territoire concerné.

PARTIE 3

- Indicateurs: nombre de linéaire de trame verte à reconquérir, nombre de réunions planifiées, nombre de linéaires plantés, nombre d'acteurs mobilisés, etc...,
- Eventuelle codification de l'action dans les référentiels en vigueur (MAEC, plans d'actions régionaux),
- Maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, partenariats techniques, juridiques et financiers à prévoir.

Missions du prestataire de la collectivité :

- Traduction des objectifs de la stratégie en actions planifiées dans le temps et l'espace ;
- Identification des outils contractuels mobilisables pour la mise en œuvre du programme ;
- Définition de priorités d'actions selon plusieurs critères et selon les particularités du territoire (milieux naturels, acteurs, etc...) ;

Remarque : La mise en œuvre de la trame verte à travers le programme d'actions pourra se faire de façon « élargie » à d'autres espaces de façon à assurer une mutualisation des dispositifs régionaux et la recherche de complémentarités entre ces derniers (parcelles agricoles, continuités de trame verte comme les anciennes voies ferrées, etc...).

VI. Gouvernance de l'étude

La gouvernance de l'étude associera plusieurs acteurs sous la forme d'un comité de pilotage (voir tableau ci-dessous) et assurera la bonne réalisation des études de trame verte sur les chemins.

Composition du COPIL « étude trame verte » (liste non-exhaustive)						
EPCI	Maître d'ouvrage	Chambre régionale d'agriculture	Fédération régionale de chasse	Associations naturalistes	Acteur scientifique	Région Département

VI. Le bureau d'études

La collectivité aura à charge l'identification d'un prestataire (bureau d'étude ou structure analogue) pour la réalisation des études trame verte. La prise en compte des critères et paramètres cités ci-dessous facilitera l'explication de la démarche et de ses particularités aux maîtres d'œuvre.

i. Temporalité, animation et concertation territoriale

Le bureau d'études retenu pour l'expérimentation d'étude de trame verte aura une mission en plusieurs phases, chacune correspondant à un pas de temps donné à titre indicatif (***durée totale approximative d'une étude = environ 6 mois***) :

- 1) Mettre en place l'animation et la concertation territoriale de manière transversale (***environ 6 semaines***) ;
- 2) Réaliser le diagnostic territorial partagé et son analyse (***environ 8 semaines***) ;
- 3) Définir/Rappeler/Préciser la stratégie de trame verte (***environ 6 semaines***) ;
- 4) Décliner la stratégie en plan d'actions et définir le cadre d'évaluation des actions engagées (***environ 6 semaines***).

Au préalable de l'animation, le bureau d'études devra identifier avec la collectivité les acteurs qui participeront à la concertation territoriale et contribueront à la définition progressive du projet. Une liste (non-exhaustive) et donnée à titre indicatif permet d'aider le maître d'œuvre dans l'identification d'acteurs ressources :

- *Chambre Régionale d'Agriculture*
- *Fédération Régionale de la Chasse*
- *Association Chemins NPDC – Picardie*
- *DREAL (régional) Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement*
- *DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer)*
- *Parcs Naturels Régionaux le cas échéant*
- *CBN Conservatoires Botaniques Nationaux (Bailleul)*
- *Agences d'urbanisme*
- *CAUE (conseil architecture urbanisme environnement)*
- *GON + CMNF ou Picardie Nature*
- *OFB (Office Français de la Biodiversité)*
- *Région Hauts-de-France*
- *Département*

L'équipe d'animation du maître d'œuvre doit favoriser un dialogue constructif qui pourra, à travers la diversité des approches, faire émerger une vision la plus partagée possible du projet de territoire.

Les principaux objectifs de cette concertation sont de :

- Favoriser la participation active des acteurs à la réflexion qui accompagne le processus d'élaboration du projet,
- Favoriser le partage d'informations, l'écoute mutuelle des attentes exprimées et les échanges d'avis,
- Éclairer les orientations à prendre par la maîtrise d'ouvrage,
- Favoriser l'élaboration d'un projet qui respecte son environnement humain et naturel,
- De coordonner ce projet avec d'autres politiques et projets territoriaux.

ii. Productions attendues

La mise en œuvre du dispositif fera l'objet de la création de tout ou partie de livrables par le prestataire retenu par l'intercommunalité:

- ⇒ Création d'un schéma récapitulatif global permettant de nourrir à terme un outil régional de capitalisation des informations issu des projets locaux et d'évaluer les résultats en renseignant des indicateurs pertinents. Ce schéma devra être constitué de :
- Une cartographie des zones à enjeux du territoire en termes de fonctionnalités écologiques ;
 - Un rapport de synthèse valant notice de lecture des cartes et intégrant des premières recommandations générales ;
 - Un guide de recommandation pour la prise en compte du réseau écologique dans le projet de territoire et pour son application dans les documents d'urbanisme ;
 - Des fiches détaillées d'actions à mettre en œuvre en précisant celles déjà mises en place ;
 - Une campagne de communication auprès du grand public ;
 - Outils de suivi de la trame verte : le prestataire proposera les indicateurs adaptés à la réalisation des études et à leur suivi et justifiera ses choix, les méthodes de mise en œuvre et les limites de l'évaluation et du suivi.

- ⇒ Elaboration d'une synthèse technique traduisant les enjeux/objectifs du programme d'actions (*cf partie N°3 méthode de travail*)
- Rapport présentant le programme d'actions de façon accessible, éventuellement illustré de cartes de localisation et de schémas explicatifs ;
 - Note de synthèse présentant les grandes orientations du programme d'actions ;
 - Communiqué destiné à être publié dans la presse/bulletin régional/site internet du territoire concerné et un plan de communication global.

Les documents devant être produits par le bureau d'études seront de plusieurs natures :

- Un document de présentation de la démarche ;
- Un rapport d'étude ;
- Un document abordable par les non-spécialistes (résumé non technique) reprenant l'ensemble des éléments présentés et décrits dans le diagnostic, les stratégies envisageables et leurs déclinaisons en plans d'actions ;
- Un dossier cartographique à l'échelle du territoire intercommunal ;
- Les comptes rendus des réunions ;
- Un ou plusieurs documents de communication à destination des acteurs concernés par le schéma territorial.

VII. Dossier de candidature à demander au prestataire de l'étude

Le dossier de candidature devra comporter différents éléments permettant à la collectivité de choisir le maître d'œuvre en fonction de critères de sélection et de pondération :

- ⇒ La composition de l'équipe du bureau d'études;
- ⇒ Les qualités d'animation de l'équipe ;
- ⇒ Les expériences similaires ;
- ⇒ Une note méthodologique présentant pour chaque phase de l'étude la proposition de l'équipe et la méthode de travail suivie ;
- ⇒ Un chiffrage de chaque phase de l'étude ;
- ⇒ Un calendrier prévisionnel de l'élaboration de chaque phase ;
- ⇒ Les temps et les modalités d'animation territoriale (nombre de réunions, nombre de comités techniques, nombre de comités de pilotage, etc...).



ETUDE TRAME VERTE LE LONG DES CHEMINS RURAUX 2022-2023

**Orientations d'Aménagement et de
Programmation (OAP) intégrables aux
documents d'urbanisme**

Orientations relatives à la plantation de nouveaux linéaires de haies

Voici plusieurs recommandations pour créer des haies à trois strates (herbacée, arbustive, arborée) afin de répondre aux besoins vitaux d'un grand nombre d'espèces (*Guide bocage, PNR CMO*) :

- Ne pas détruire les haies initialement présentes.
- Reconnecter les haies que l'on souhaite implanter au maillage bocager environnant (rôle de corridor écologique) pour permettre la mobilité de la faune sauvage dans le paysage (on peut s'aider des photos aériennes dans la définition d'un projet).
- Planter des haies qui soient perpendiculaires à la pente pour limiter l'érosion des sols et capter les polluants dans des zones vulnérables vis-à-vis de la qualité de l'eau.
- Réaliser un travail du sol avant la plantation pour assurer une bonne reprise des végétaux.
- Planter les arbres et arbustes sur au moins 2 rangs pour obtenir une haie qui soit assez dense et disposer les plants en quinconce.
- Choisir des essences locales en s'inspirant de ce qui pousse naturellement sur le territoire et par l'intermédiaire de labels garantissant la provenance locale des plants (ex : Végétal Local).
- Selon les essences, conduire certaines en cépée pour un effet arbustif et d'autres en hauts-jets. L'alternance de ces deux formes sur chacun des deux rangs est possible mais il est souhaitable que la haie n'est pas un aspect trop artificiel dans le paysage.
- Constituer une strate arbustive bien garnie et composée d'essences productrices de baies comme le prunellier, l'églantier, l'aubépine...
- Planter une grande diversité d'espèces afin d'assurer un étalement dans le temps de la fructification et de la floraison des arbres et arbustes afin de pouvoir répondre aux besoins du plus grand nombre d'espèces animales.
- Utiliser de préférence du bois déchiqueté, de la paille, des déchets végétaux... au pied des plants (éviter les bâches plastiques difficiles à retirer). L'emploi de matériaux biodégradables assure une protection des plants contre la végétation concurrente pendant les premières années de la vie de la haie et permet ensuite le développement spontané d'une strate herbacée indispensable au bon fonctionnement de la haie.
- Mettre en place des moyens de protection de la haie afin d'assurer sa pérennité (pose d'un grillage autour des jeunes plants).
- Maintenir une bande enherbée ou non pâturée de part et d'autre de la haie.
- Entretenir la haie (remplacer les plants morts).
- Ne pas utiliser de produits phytosanitaires.
- Planter et entretenir la haie sur la période Novembre-Mars.
- Suivre l'entretien de la haie lors des 5 premières années.

Orientations relatives à la gestion des haies existantes et arbres têtards

Haies existantes :

- Tailler en épaisseur et en hauteur suivant les caractéristiques de la haie.
- Ne pas utiliser de broyeur à fléaux risquant d'endommager les arbres et arbustes.
- Tailler 1 fois tous les 5 ans en respectant des intervalles réguliers.
- Réaliser la taille entre Novembre et Mars.

Arbres têtards existants et récemment entretenus (il y a moins de 20 ans) :

- Couper l'ensemble des branches au niveau de la couronne (ou trogne) et conserver uniquement un tire-sève central. Cette branche pourra être raccourcie pour limiter les risques de casse.

Arbres têtards existants et non entretenus (il y a plus de 20 ans) :

- Couper la base des branches fortement inclinées, horizontales ou les raccourcir si elles mesurent plus de 40 cm de diamètre. Conserver 4 à 5 tire-sèves en tête d'arbre (forme d'entonnoir).
- Cinq ans plus tard, si l'arbre a bien réagi à la première taille par la formation de gourmands, couper et raccourcir les tire-sèves en maintenant 1 à 2 seulement.

Entre Novembre et Mars, préconiser la taille manuelle en évitant les opérations mécaniques à l'aide de fléaux risquant de blesser mortellement l'arbre.